

LES CHIFFRES DU MOIS

400 000 000

Selon le Ministère birman de l'électricité et de l'énergie, la Chine importe 400 millions de mètres cubes de gaz naturel... et 16000 tonnes de pétrole chaque jour, en provenance de l'état d'Arakan.



ET LE DROIT À L'ÉDUCATION



118

L'instabilité provoquée par les combats qui opposent l'Armée de l'Arakan (AA) et l'armée birmane affectent aussi la scolarité des enfants dans l'état Chin.

Selon les autorités, 118 écoles situées dans le Township de Paletwa sont privées d'enseignants, tandis que 94 écoles ne comptent plus qu'un enseignant.

4

Le 28 octobre a marqué les 4 ans de la signature de l'Accord national multilatéral de cessez-le-feu de 2015. L'heure n'est guère à la célébration, tant un accord de paix reste hors de vue. « *Le processus de paix est-il mort ?* » titre l'Irrawaddy ce mois-ci.



2015 : ACCORD NATIONAL DE CESSEZ-LE-FEU



2019 : ZÉRO ACCORD DE PAIX 0

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE



Sombres perspectives pour les Rohingya : génocide en Birmanie / relocalisation sur une île inondable au Bangladesh ?

«Le gouvernement birman tente de détruire le peuple Rohingya par un processus administratif qui le prive de ses droits fondamentaux», déclare Matthew Smith, président de l'ONG Fortify Rights. En septembre, celle-ci a publié un rapport très détaillé sur ces «outils administratifs du génocide». «Ce processus et ses impacts sont à la base de la crise Rohingya; tant qu'il n'aura pas été résolu, la crise se poursuivra.» Plus récemment, Marzuki Darusman, qui a dirigé la Mission d'établissement des faits de l'ONU, a réaffirmé que les Rohingya demeurant encore en Birmanie y restent exposés à un risque de génocide. Au Bangladesh, leurs perspectives sont aussi alarmantes. Ce mois-ci, la relocalisation d'une partie des Rohingya vivant dans des camps sur «l'île» de Bhasan Char, menacée de submersion en cas d'intempéries, prend tristement forme. Les autorités bangladaises ont annoncé qu'elles commenceront bientôt à y transférer des Rohingya sur la base d'une liste de «volontaires». Mais Fortify Rights alerte sur le fait que les Rohingya inscrits sur cette liste qu'elle a pu interroger n'ont pas donné leur accord pour s'y rendre. On attend toujours la position officielle de l'ONU sur ce projet, qui marque de nouveau son impuissance. De chaque côté de la frontière, les Rohingya se voient contraints de subir l'inacceptable...

A l'approche des élections de 2020, les élus sommés par la société civile de se préoccuper des droits humains

Elles veulent un parlement soucieux des droits humains. Quatre organisations de la société civile, parmi lesquelles Smile Myanmar et Future Light Focus, annoncent le lancement d'une campagne de mobilisation pour passer les candidats aux élections générales de 2020 au crible et publier une liste de ceux «dont l'intérêt, le respect et l'action pour les questions de droits humains sont connus et avérés». Elles prévoient aussi la publication d'un rapport sur le bilan du parlement actuel. Critiques du gouvernement d'Aung San Suu Kyi, ces organisations déplorent que les défenseurs des droits humains soient plus ciblés par les autorités actuelles que sous le gouvernement précédent. Elles font notamment valoir que «durant cette législature, plus de 40 militants des droits humains ont été poursuivis ou emprisonnés», souvent sous des prétextes fallacieux. Ces organisations déclarent vouloir «des élus qui tiennent compte des droits humains, les défendent et les mettent en œuvre». Elles prévoient de compiler les promesses des candidats lors de la campagne électorale à venir afin de pouvoir leur demander des comptes une fois élus. A suivre !

Une note confidentielle de la Présidence « fuite » dans la presse : un étrange épisode

Le mois dernier, des chancelleries occidentales ont actualisé leurs alertes de sécurité pour dire que la Birmanie était sous la menace potentielle d'attaques à la bombe censées avoir lieu à Mandalay, Rangoun et Naypyidaw à des dates précises : 16/26 septembre ou 16 octobre. La source ? Une note confidentielle de la Présidence birmane affirmant que quatre organisations ethniques armées (OEA) auraient prévu des attaques lors d'une récente rencontre en Thaïlande. Des contrôles renforcés de sécurité ont été déployés et les autorités ont critiqué la «fuite» de cette information. De leur côté, les OEA mises en cause (AA, KIA, CNF et KNU), et non des moindres, ont dû enchaîner les communiqués de démenti et souligner que cette affaire portait gravement atteinte à l'instauration de la confiance entre les protagonistes des négociations en vue de parvenir, un jour, à la paix. Réellement cette fois, une explosion à la bombe est survenue au début du mois d'octobre, sans faire de victimes, à proximité du site du nouveau bureau de la LND au niveau du Township de Buthidaung dans l'état d'Arakan.

Nouveau rapport d'Amnesty international sur les violations des droits humains dans le nord de l'état Shan



Au cours de deux missions sur le terrain réalisées dans le nord de l'état Shan en mars et août 2019, Amnesty International a recueilli des informations sur des crimes de guerre et d'autres violations commises par l'armée contre des civils Kachin, Lisu, Shan et Ta'ang, en toute impunité. Dans son nouveau rapport intitulé *«Caught in the middle : Abuses against civilians amid conflict in Myanmar's northern Shan State»*, Amnesty International décrit les épreuves subies par les civils arrêtés arbitrairement, détenus et torturés par l'armée. Les civils avec qui elle s'est entretenue ont évoqué à maintes reprises la participation de la 99e division d'infanterie légère à nombre de ces violations. Des unités de cette division se sont livrées à certaines des pires atrocités commises contre les Rohingya dans l'état d'Arakan depuis le mois d'août 2017, ainsi qu'à des crimes de guerre et à d'autres violations graves dans le nord du pays en 2016 et au début de l'année 2017. L'armée continue donc à commettre des atrocités contre des minorités ethniques dans le nord du pays, où la population civile fait les frais des offensives menées contre de nombreux groupes armés. Le rapport met également en évidence les méthodes violentes auxquelles les groupes ethniques armés recourent lorsqu'ils attaquent des militaires ou s'affrontent entre eux pour le contrôle de la région. Ces conflits ne montrent aucun signe de ralentissement, ce qui fait craindre de nouvelles violations.

Nord de l'état Shan : campagne citoyenne pour le retrait d'EDF de Shweli 3



Une campagne citoyenne lancée par **Burma Campaign UK** demande à EDF de se retirer du projet de barrage Shweli 3 et de s'engager à ne pas participer à de tels projets en zone de conflit, tant qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu effectif et de négociations politiques garantissant qu'ils n'entraînent pas davantage de conflits et de violations des droits humains. Ce barrage est situé dans une zone sous le contrôle de différentes organisations ethniques armées. Une fois les travaux préparatoires lancés, des bataillons de l'armée sont arrivés dans la région et ont déclenché des conflits qui ont forcé des centaines de civils à fuir. La Ta'ang Students and Youth Union (TSYU) affirme que *«la mise en œuvre du barrage Shweli 3 va mettre en danger les vies de la population locale, prolonger la guerre et compromettre tout processus de paix.»* Le projet Shweli 3 s'approche désormais de sa phase de développement et de construction, ce qui fait craindre davantage de conflits et d'abus. Pour soutenir cette campagne, interpelliez directement EDF en signant [la pétition en ligne](#).

Convocation du Conseil National de Défense et de Sécurité : point de discordance avec l'armée

La Constitution de 2008 a prévu la mise en place d'un Conseil national de défense et de sécurité (NDSC), au sein duquel l'armée occupe une place prépondérante. Depuis son arrivée au pouvoir, la LND n'a jamais convoqué ce Conseil, au grand dam du porte-parole de l'armée qui s'en est récemment offusqué. On peut voir dans cette absence de convocation par la LND une certaine résistance face à la toute-puissance de l'armée dans les «affaires de sécurité» du pays. Quoiqu'il en soit, des analystes déplorent l'absence de véritable plateforme de dialogue entre le gouvernement civil et l'armée, plus précisément entre Aung San Suu Kyi et le commandant en chef Min Aung Hlaing, sur les enjeux fondamentaux du pays. Précisément ceux qui restent inabornables actuellement? Pour la première fois depuis le lancement du chantier de la réforme la Constitution (initié par la LND au sein du Parlement), Aung San Suu Kyi a publiquement reconnu que les militaires n'étaient pas *«très enthousiasmés»* par la réforme, mais qu'elle était *«néanmoins nécessaire pour établir une démocratie complète»*. Des propos rares sur les désaccords entre les forces en présence. Avec les élections de 2020 en arrière-plan ?

FOCUS DU MOIS :

REPORTAGE SUR L'ACCAPAREMENT DES TERRES EN BIRMANIE : UNE PRATIQUE QUI PERSISTE EN 2019 ET QUI TEND A S'AGGRAVER

L'arrivée au pouvoir de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) en 2015 n'a pas mis fin à la pratique massive des confiscations de terre qui frappe la population birmane depuis des décennies, pour le plus grand bénéfice de toute une myriade d'acteurs politiques et économiques, au premier rang desquels l'armée.

Un rapport édifiant publié le 21 octobre par Displacement Solutions (*«Land Grabbing as an internationally wrongful act : a legal roadmap for ending land grabbing and housing, land and property rights abuses, crimes and impunity in Myanmar»*) montre que la question de la terre en Birmanie demeure une source majeure de conflits et d'inquiétudes, qui tend à s'aggraver. Il souligne également que les élites du pays tentent de légitimer les confiscations menées par la venue d'investisseurs étrangers dans le cadre de la «loi». Mais qu'en réalité, on trouve d'un côté l'enrichissement illicite, le vol et la corruption et de l'autre le déplacement, l'appauvrissement et la destruction de l'environnement. On parle ici de millions d'hectares confisqués. Les *«droits au logement, à la terre et à la propriété»* sont en état de menace et d'insécurité permanente pour la grande majorité des 54 millions de birmans. Dans les cas les plus extrêmes, les confiscations de terre relèvent des crimes les plus graves en droit international. Les minorités ethniques (Rohingya, Shan, Karen, Kachin et plusieurs autres minorités) sont particulièrement exposées. Plus largement, entre 30 et 50 % de la population rurale du pays ne dispose pas de droits formels sur la terre.

Adeline Crausaz, correspondante bénévole pour Info Birmanie, part à la rencontre de villageois de la région de Bago, livrés à eux-mêmes et le plus souvent invisibles. Leur vécu illustre ce que des millions endurent à travers le pays, sans pouvoir se tourner vers une quelconque instance chargée de rendre justice.

Cliquez [ici](#) pour découvrir le reportage !



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE